

Contribution de l'Association ANODE à la CP n°2020-017 de la CRE relative au prochain TURPE 6 HTA-BT

En préambule, l'Association ANODE félicite la CRE pour la qualité des analyses menées et les efforts de pédagogie déployés pour les différentes consultations relatives au TURPE 6.

Sur le fond, l'Association A.N.O.D.E souligne que la trajectoire du TURPE 6 ne peut pas occulter la réalité de la situation économique présente et à venir. La crise sanitaire actuelle, dont les répercussions économiques se verront sur plusieurs années, appelle un TURPE de raison. Pour ces raisons, les efforts de productivité d'Enedis doivent être accentués, de façon à ce que les évolutions en niveau du TURPE 6 se rapprochent le plus possible du niveau de l'inflation. C'est d'ailleurs cette logique que la CRE a prôné pour l'évolution de la composante de gestion : la rémunération des fournisseurs pour la gestion de la clientèle d'Enedis évolue au niveau de l'inflation bien que les coûts supportés par les fournisseurs aient augmenté du fait du déploiement des compteurs communicants, de la mise en place de nouveaux systèmes d'informations pour s'adapter au GRD et des effets de la crise sanitaire sur les sollicitations des services clients. Il serait cohérent d'appliquer la même doctrine aux charges d'Enedis.

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par Enedis et la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

L'ANODE partage ces enjeux. L'ANODE souligne toutefois la prépondérance de l'enjeu de l'acceptabilité au regard de la situation économique.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

Comme évoqué dans notre réponse à la consultation précédente, l'ANODE est favorable à ces principes, mais estime qu'il est essentiel d'ajouter un principe structurel supplémentaire : celui de la visibilité. Les acteurs ont en effet besoin de connaître plusieurs années en amont les évolutions réglementaires pour optimiser leurs investissements et proposer des offres innovantes.

Question 3 : Pour la distribution d'électricité, êtes-vous favorable à la rémunération au coût de la dette des immobilisations en cours pour les seuls investissements à cycle long ?

L'ANODE est défavorable à tout système de rémunération automatique des immobilisations en cours sans connaître le champ des immobilisations concernés. En l'occurrence, si Enedis n'a pas communiqué le volume d'investissements concernés, c'est soit que le volume est nul, soit que le volume est faible. L'ANODE suggère donc de ne pas introduire un tel mécanisme dans le TURPE 6.

En tout état de cause, si un tel mécanisme venait à être introduit, il devrait être limité aux seuls investissements à cycle long.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

L'ANODE y est favorable.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

L'ANODE y est globalement favorable. Dans le cas des moins-values, il faudra néanmoins qu'Enedis justifie d'avoir réalisé un investissement pour *in fine* le céder avant le terme de sa durée de vie en dessous de sa valeur nette comptable.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 distribution (maintien du fonctionnement actuel) ?

Oui.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 distribution ?

Oui.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes ?

Oui.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

Oui.

Question 10 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

L'ANODE est favorable au mécanisme proposé par la CRE mais considère que la trajectoire incitée doit non seulement tenir compte de la performance réalisée pendant la période du TURPE 5 mais aussi d'un effet supplémentaire d'apprentissage. Certains projets SI menés par ENEDIS pendant la période du TURPE 5 ont rencontré des difficultés hors norme (comme la transition entre Disco et Ginko) et doivent faire l'objet de REX qui permettront de réduire significativement les coûts et les délais des projets qui seront menés pendant la période du TURPE 6.

L'ANODE sera vigilante concernant la poursuite et l'accélération des développements SI liés à Linky afin de permettre aux fournisseurs de proposer des offres innovantes à leurs clients, notamment en ce qui concerne l'autoconsommation, l'injection et le raccordement, pour lesquels la profesionalisation et l'industrialisation du SI d'Enedis est essentielle.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction de cet indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements par Enedis ?

L'ANODE est tout à fait favorable à l'introduction de l'indicateur relatif aux délais de raccordement proposé par la CRE. L'ANODE souhaite néanmoins aller plus loin en inscrivant dans les contrats GRD-F des objectifs contraignants en termes de :

- Taux de respect de la date convenue de mise à disposition des raccordements ;
- Taux de respect de l'envoi de proposition de raccordement dans le délai de la procédure ou dans le délai demandé par le client.

Les manquements à ces objectifs feraient alors l'objet de pénalités versées aux fournisseurs.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

L'ANODE y est favorable, tout en considérant également que ces indicateurs devraient faire l'objet de modalités contractuelles assorties de pénalités. Ce sont en effet les fournisseurs qui subissent les conséquences du mauvais traitement des réclamations par les GRD.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs relatifs à la disponibilité de la ligne d'Enedis dédiée aux fournisseurs d'électricité ?

L'ANODE y est favorable.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs envisagés relatifs à la modélisation des pertes ?

L'ANODE y est favorable.

Question 15 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du TURPE 6 distribution ?

Au-delà des indicateurs-mêmes, les modes de calcul de certains indicateurs méritent d'être redéfinis car les résultats affichés ne sont pas conformes à la réalité vécue par les acteurs du marché, en particulier ceux concernant la disponibilité du portail clients et la publication des index mensuels.

L'ANODE propose donc de :

- Calculer le taux de disponibilité de la fonction « interrogation des données utiles à la commande prestation » du portail fournisseur sur l'ensemble des heures de la semaine (24h/24 et 7j/7).
- Calculer ce même indicateur sans la solution de contournement.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la cible actuelle de critère B, soit 62 minutes, dans la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour la période du TURPE 6 distribution ?

Oui.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de calendrier pour l'intégration d'ici à TURPE 7 des données Linky dans le calcul du critère B ?

Oui.

Question 18 : Partagez-vous les objectifs envisagés par la CRE pour les 3 indicateurs de qualité d'alimentation hors critère B (critère M, critères F-BT et critère F-HTA) ?

Oui.

Question 19 : Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés de couvertures du mécanisme des pénalités pour coupures longues, qui prennent en compte l'historique des charges effectivement encourues par Enedis, tout en maintenant un niveau équivalent d'incitation pour le distributeur ?

Oui.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

Il est difficile de s'exprimer sur le sujet dès lors que les communications quant aux résultats et à l'efficacité de la R&D d'Enedis sont largement méconnus des fournisseurs.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet smart grids afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Pas d'avis.

Question 22 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

Dans la logique de la réponse à la question 15, L'ANODE y est tout à fait favorable. L'ANODE considère également que la publication régulière des flux de mise en service, d'activation et de raccordement doit être fortement incitée.

Question 23 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

L'ANODE y est favorable.

Question 24 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées au système électrique d'Enedis ?

L'ANODE note que la demande d'Enedis est en rupture, à la hausse, avec le niveau des charges passées, en particulier en raison des investissements relatifs aux EnR et aux IRVE, mais aussi des investissements SI. Si l'ANODE comprend que certains investissements soient structurellement liés à la transition énergétique (IRVE et EnR), elle considère que les investissements propres à Enedis (modernisation des SI par exemple) doivent prendre en compte les situations économiques nationale et sectorielle. L'ANODE s'interroge en effet sur l'opportunité d'augmenter l'enveloppe SI d'Enedis au moment où les investissements SI de nombreux acteurs économiques sont reportés ou annulés. Les charges d'Enedis devront également être ajustées des prévisions de consommation suite à la crise sanitaire.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées au système électrique) d'Enedis ?

L'ANODE est favorable aux conclusions de l'audit mais s'interroge sur un point de méthodologie de la CRE. L'ANODE s'interroge en effet sur le fait de retenir la demande d'Enedis comme borne haute de la trajectoire du TURPE 6, cette demande ayant été contre-expertisée et jugée non justifiée. Il serait naturel que la trajectoire du TURPE soit centrée autour du niveau des charges ajustées par l'audit. L'ANODE exprime par ailleurs sa déception quant aux faibles gains réalisées sur les pertes non techniques. L'équilibre financier du déploiement de Linky reposait en grande partie sur la réduction des PNT. Au regard

des enjeux financiers, l'ANODE s'étonne que les développements nécessaires à la concrétisation des gains sur les PNT n'aient pas été réalisés concomitamment au déploiement des compteurs communicants.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du TURPE 6 distribution et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

L'ANODE rappelle que les niveaux de marge et de rémunération des capitaux propres envisagés sont significativement supérieurs à la réalité de l'activité de fourniture d'électricité. Pourtant, l'activité d'Enedis est particulièrement dérisquée puisque le GRD ne supporte pas de risque sur les impayés et ne supporte pas de risque de consommation. Le risque de défaillance d'un fournisseur a encore été réduit par le renforcement des dispositions relatives aux garanties bancaires.

Le contexte de crise sanitaire a révélé la nature particulièrement dérisquée de l'activité du GRD. Pour ces raisons, l'ANODE considère que le niveau des paramètres de rémunération ne sont pas adaptées à la réalité du marché, et ce malgré les évolutions par la CRE.

Question 27 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissement proposée par Enedis ?

L'ANODE estime difficile de se positionner sur certains postes d'investissements par manque d'éléments. Il est par exemple difficile de comprendre ce que comprend le poste « contraintes réglementaires », et pourquoi ce poste n'est pas compensé en moyenne par les éventuelles opportunités réglementaires.

L'ANODE s'interroge également sur l'absence du poste « communication », alors qu'Enedis subventionne et sponsorise de nombreux événements. Sur ce poste, il est urgent de s'interroger sur la pertinence pour un acteur en monopole distribuant un bien de première nécessité d'avoir un budget communication aussi important.

Enfin, l'ANODE insiste sur la nécessité de limiter les dérives des investissements SI au regard de certains projets déployés pendant TURPE 5, de la situation économique, et de la capacité limitée des fournisseurs à suivre les développements SI du distributeur dans les années qui arrivent.

Question 28 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » d'Enedis ?

En premier lieu, l'ANODE insiste sur la nécessité de ne pas donner carte blanche à Enedis sur les dépenses de SI.

Par ailleurs, au regard des données mentionnées dans le document de consultation de la CRE, l'ANODE s'interroge sur les bénéfices réelles du déploiement de Linky pour les consommateurs et appelle à une analyse consacrée à ce sujet. L'ANODE observe une certaine confusion entre les efforts de productivité à mettre au crédit de l'optimisation des processus d'Enedis et les économies générées par le déploiement des compteurs communicants, qui doivent être mis au bilan de Linky. Il semble en effet que l'essentiel des efforts de productivité d'Enedis soient liés à Linky, ce qui pose question quant aux réels efforts de productivité d'Enedis.

Question 29 : Etes-vous favorable aux ajustements envisagés par la CRE concernant l'intégration des colonnes montantes « loi ELAN » à la BAR d'Enedis ?

Pas d'avis.

Question 30 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant l'évolution du nombre de clients, des puissances souscrites et des volumes acheminés par Enedis pour la période du TURPE 6 distribution ?

Non.

Question 31 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 distribution ?

L'ANODE insiste sur le fait que la trajectoire d'évolution du TURPE doit être centrée sur le niveau des charges ajustées par l'audit. Par ailleurs, l'ANODE considère qu'un niveau d'évolution moyenne supérieur à 2% ne serait pas un TURPE « de raison », et qu'il conviendrait de reporter une partie de la hausse vers la fin de la période pour limiter la hausse en 2021 et en 2022, qui seront les années les plus difficiles du point de vue de l'économie nationale.

Question 32 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du paramètre Rf envisagées par la CRE ?

Il est étonnant de constater que les charges d'Enedis augmentent au-delà de l'inflation pour assurer le même niveau de service mais que ce n'est pas le cas pour les fournisseurs. L'ANODE considère que le terme Rf doit augmenter pour les raisons suivantes.

En premier lieu, depuis l'analyse menée par la CRE avec le cabinet PMP, les sollicitations des fournisseurs par les GRD ont structurellement augmenté pour de nombreuses raisons, telles que le déploiement des compteurs communicants (informations à communiquer pour le déploiement, l'information des clients, la gestion des réclamations...) ou la mise en conformité des processus avec le RGPD. L'étude E-Cube sur l'ouverture aux offres de marché des grandes ELD a d'ailleurs précisé que « *Certains fournisseurs cherchent d'abord à atteindre un « régime permanent » sur les zones Enedis/GRDF avant d'envisager un développement sur les zones des ELD. Leur objectif est de disposer d'une interface avec SGE (Enedis) / Omega (GRDF) qui soit automatisée et stable ; or ces interfaces demandent un effort de développement conséquent, et les évolutions régulières côté Enedis/GRDF (notamment pour accompagner le déploiement des compteurs communicants) ont mobilisé des ressources importantes ces dernières années.* » L'ANODE propose donc sa collaboration à la CRE pour démontrer que le niveau de la composante de gestion n'est plus adaptée et lui fournir des éléments de coûts permettant de fixer un terme juste.

A ces évolutions structurelles, L'ANODE ajoute que les coûts des fournisseurs ont été particulièrement importants en 2020 en raison de la crise sanitaire. L'annulation (et non le report) de toutes les demandes de prestation posées par les fournisseurs avant la crise et la suspension de toutes les prestations non urgentes nécessitant un déplacement (que nous ne remettons pas en cause) ont généré des sursollicitations de la part des clients chez les fournisseurs, et non chez Enedis. Les fournisseurs ont dû recentrer une grande partie de leurs forces vives sur la gestion des clients pour le compte d'Enedis au détriment d'autres activités, et ce en pleine désorganisation sanitaire. L'ANODE considère donc que la composante de gestion devrait également intégrer un effet de rattrapage.

Si les arguments de l'ANODE relatifs au terme Rf n'étaient pas entendus, alors il faudrait que la CRE adopte la même approche sur les charges d'Enedis, dans un souci de cohérence et du respect d'égalité de traitement entre les acteurs du système électrique.

Question 33 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Oui.

Question 34 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage pour les domaines de tension BT ≤ 36 kVA, mais aussi HTA et BT > 36 kVA ?

L'ANODE partage la nécessité de faire baisser la composante de comptage du fait du déploiement des nouveaux compteurs, notamment Linky, qui évite dorénavant des déplacements. En revanche, la baisse proposée nous semble beaucoup trop faible au regard des économies générées par ces compteurs. Baisser la composante de comptage de 19,8 à 18€ revient à dire que le coût de déplacement pour le comptage, toutes charges incluses, ne s'élève qu'à 1,8€/an/client de moins de 36kVA.

Question 35 : Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?

L'ANODE y est favorable.

L'ANODE regrette néanmoins qu'Enedis et la CRE n'aient pas essayé d'évaluer l'impact financier de ces évolutions en structure sur les charges d'Enedis. Il semble en effet que les effets cette évolution en structure, supposée optimiser la consommation et donc les coûts, n'aient pas été pris en compte par Enedis et la CRE dans les charges d'Enedis.

Question 36 : Etes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?

L'ANODE y est favorable.

Question 37 : Êtes-vous favorable à préciser, dans les règles tarifaires relatives à la distribution, que dans le cas où un regroupement conventionnel de points de connexion concerne des installations de production et des points de soutirage, les flux d'injection ne peuvent être déduits des flux de soutirage pour le calcul de la composante annuelle de soutirage ?

L'ANODE y est favorable.

Question 38 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Pas d'avis.

Question 39 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage, optionnelle, à destination des utilisateurs raccordés au réseau basse tension participant à une opération d'autoconsommation collective, telle qu'actuellement en vigueur ?

D'après les calculs d'Enedis, 23% des clients n'ont pas d'intérêt à souscrire au tarif d'autoconsommation collective, aussi tant que l'équilibre n'aura pas été trouvé afin de garantir qu'un client en autoconsommation collective bénéficie d'un tarif au minimum équivalent à ce qu'il aurait payé en ne participant pas à l'opération, il nous semble important de maintenir l'optionnalité du dispositif.

Question 40 : Êtes-vous favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux « autoproduits » aux flux amonts ?

L'ANODE y est favorable.

Question 41 : Êtes-vous favorable à l'exemption de la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs dans le cas où un participant à une opération d'autoconsommation collective ayant souscrit l'option tarifaire spécifique à l'autoconsommation collective quitte cette opération ?

L'ANODE y est favorable.

Question 42 : Partagez-vous la proposition de la CRE de reconduire la règle selon laquelle une composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation

collective ne peut s'appliquer que dans le cas d'opérations dont l'ensemble des participants est raccordé en aval du même poste de transformation HTA/BT ?

L'ANODE partage la position de la CRE, mais ajoute une réserve sur le fait que le client raccordé à une opération d'autoconsommation collective doit pouvoir conserver son tarif une fois qu'il y a souscrit, y compris dans le cas où Enedis décide de réorganiser son maillage de poste source HTA/BT Une fois l'opération démarrée.